

**4 Économie**

**Insertion professionnelle des jeunes**

**Total Marketing Gabon signe le contrat-cadre apprentissage**

FA.  
Libreville/Gabon

LE Fonds d'aide à l'insertion et à la réinsertion professionnelle (Fir) et Total Marketing Gabon (TMG) ont signé, le lundi 16 octobre à Libreville, un contrat-cadre de partenariat "apprentissage jeunesse". Instauré par le président de la République Ali Bongo Ondimba, en 2014, aux entreprises ayant plus de 50 salariés, ce contrat-cadre obligatoire a pour objectif de permettre aux jeunes âgés entre 18 et 35 ans, avec peu ou pas d'expérience,

d'en acquérir une première, de renforcer leur employabilité, mais surtout de favoriser l'accès à l'emploi. C'est dans cette optique que Total Marketing Gabon a décidé d'ouvrir ses portes aux jeunes, en signant ce partenariat pour une durée de 4 ans. Ainsi, cette entreprise devra prendre 5 à 15 stagiaires chaque année durant toute la période du contrat, en leur offrant un apprentissage de 6 mois à 2 ans en son sein. Pour cette première vague, les profils demandés par l'entreprise concernent les domaines de la comptabilité, du digital, mais égale-



Photo : F.A.

Les différentes parties paraphant les documents.

ment de superviseur en stations-services ou responsable de site externalisé. « Ceci sera amené à évoluer sur les prochains exercices. La société étant en constante évolution », a déclaré le directeur de Total Marketing Gabon,

Edouard Bourdin. Avant d'ajouter : « Grâce à ce contrat-cadre, la route est tracée pour l'emploi des jeunes Gabonais au sein de Total Marketing Gabon et nous comptons sur le soutien de l'ONE (Office national de l'emploi, ndlr), du

Fir et du ministère du Travail et de l'Emploi pour que le voyage vers l'emploi des jeunes soit une réussite ». Il revient désormais à l'ONE de sélectionner les candidats, selon les besoins de l'entreprise. « Dès réception officielle des besoins de l'entreprise, nous allons les traiter, afin de mettre à la disposition de ce partenaire les profils que nous avons dans notre base de données, en espérant que dans les semaines qui viennent, ces jeunes puissent commencer les stages », a déclaré le directeur général de l'ONE, Hans Landry Ivala. Cette signature a été l'occasion pour la ministre de l'Emploi, Carmen

Ndaot, d'inviter les autres entreprises à emboîter le pas, afin de lutter contre le chômage. « C'est l'affaire certes du gouvernement, mais aussi du secteur privé. D'où cette mobilisation que nous appelons de toutes nos forces, pour un réel partenariat public-privé, en vue d'infléchir significativement la courbe du chômage et améliorer qualitativement les statistiques de l'inadéquation formation-emploi », a déclaré Carmen Ndaot. Pour rappel, Total Marketing Gabon, filiale marketing et services de Total au Gabon, est présente sur toute la chaîne de distribution de produits pétroliers.

**Journée mondiale de l'alimentation**

**Sédentariser les populations pour un développement durable de l'agriculture**

Willy NDONG  
Libreville/Gabon

CHAQUE année, le 16 octobre, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) célèbre la Journée mondiale de l'alimentation. Ainsi, le Gabon, à l'instar d'autres pays, n'a pas dérogé à la règle. C'est donc pour coller à l'actualité que le Bureau régional de la FAO au Gabon, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, chargé du programme Graine, ont célébré lundi

cette Journée. Le thème : "changeons l'avenir des migrations. Investissons dans la sécurité alimentaire et le développement". A Malibé, dans la commune d'Akanda, où se sont tenues les manifestations, les principaux responsables du secteur sont allés à la rencontre des exploitants agricoles de la localité. Le choix porté sur Malibé montre tout l'intérêt que nos autorités portent au développement agricole rural. En effet, cette agriculture rurale peut permettre aux personnes de rester sur place, en créant des opportunités commerciales et des emplois pour les jeunes.



Photo : D.R.

Les acteurs de l'agriculture à Malibé.

Outre l'agriculture, ils peuvent aussi se lancer dans la petite production laitière ou avicole, la transformation des aliments ou l'horticulture. Pour le ministre de l'Agric-

culture, Yves-Fernand Manfoumbi, « l'organisation de cette activité commémorative sur ce site est donc une forme de reconnaissance à l'égard des efforts inlassables des

exploitants des communautés amies, en termes de renforcement de l'offre alimentaire issue de la production locale. » Helder Muteia, coordonnateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale, a mis l'accent sur la sédentarisation des exploitants agricoles et sur la qualité de la main-d'œuvre. « Le thème de cette année interpelle fortement le Gabon. D'une part, sur la nécessité de sédentariser les populations rurales dans leur milieu de vie habituelle, en leur permettant l'accès à de meilleures conditions de vie et à une alimentation saine et équilibrée (...). D'autre part, sur la sécuri-

sation des flux migratoires, en vue de renforcer sa main-d'œuvre agricole au regard de son insuffisance actuelle », a-t-il précisé. Le président de l'Union des communautés amies du Gabon, Philo-Victor Nzolameso a salué l'initiative du Bureau régional de la FAO au Gabon et du ministère de l'Agriculture, « pour avoir pensé à célébrer cette Journée mondiale de l'alimentation au sein de leurs exploitations agricoles. » Toutefois, il a insisté sur le fait qu'un meilleur rendement des productions était possible si les producteurs agricoles migrants voyaient leur séjour régularisé.

**Réunion du sous-comité du consortium de câble sous-marin Africa coast to Europe (ACE)**

**Pour réduire le coût de la connexion internet**

FA.  
Libreville/Gabon

LE sous-comité "Opération et Maintenance" (O&M) du consortium de câble sous-marin Africa coast to Europe (ACE) tient sa réunion technique depuis lundi dernier à Libreville. Son but, préparer celle du comité de gestion, prévue en décembre prochain au Bénin. « Le sous-comité opérationnel et maintenance a la responsabilité de garder opération-

nel ce qui a été mis en place par le câble ACE. C'est, entre autres, le sous-comité qui gère la relation avec les différents fournisseurs impliqués dans l'exploitation de ce câble, des opérateurs sous-marins. C'est également l'occasion pour nous de revoir le budget d'exécution 2016, de préparer celui de 2018, de passer en revue les éléments qui ont été actés lors du dernier comité de direction et de préparer celui à venir », a expliqué le vice-président de consortium ACE et représentant du Bénin au sous-co-

mité O&M, Gildas Martial Houéssinon. Les 33 participants venant de 18 pays vont s'entretenir avec 20 CMA, un partenaire pour la maintenance du câble sous-marin entre Sao Tomé et Principe et l'Afrique du Sud en cours de réalisation. Mais également avec Alcatel Sub-marine, le fournisseur chargé de la maintenance du système de câble sous-marin, afin de voir comment réduire le coût de la connexion. « Le groupe d'opération et de maintenance s'est fait une

mission de ramener le budget d'exploitation du câble ACE au plus bas possible, afin d'offrir à la population africaine l'accès internet le moins cher aussi », a précisé M. Houéssinon. **AVANTAGES\*** Notons que le câble sous-marin ACE a plusieurs autres avantages, en plus d'améliorer la connexion internet de la population. « Il permet également de réduire la fracture numérique entre le Gabon et le reste du monde. Ainsi, il apporte aux Gabonais des nouveaux services à valeur

ajoutée, tels que la télémédecine, télévente et permet de développer l'économie numérique. L'ACE est donc comme une plate-forme qui ouvre des perspectives en termes d'emploi aux jeunes Gabonais. En terme économique, ACE a permis de réduire le coût de la connexion au Gabon. Il permet de sécuriser l'accès internet du Gabon car aujourd'hui, au Gabon, nous avons 2 câbles optiques sous-marins, notamment le câble Sat3 et le câble ACE », a mentionné le représentant du Gabon, Marlon Franck Olandou.

Ce câble sous-marin ACE possède également des avantages pour les opérateurs économiques. « Le câble ACE a permis aux opérateurs d'avoir le choix en termes de fournisseurs des services de communication internationale fiable et de qualité vis-à-vis de nos opérateurs, de nos clients », a précisé le DGA de la Société de patrimoine des infrastructures numériques (Spin), Gilbert Nkima. Cette réunion préparatoire prend fin le 20 octobre prochain à Libreville.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 18/10/2017			FIXING		VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS		
	DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du		
	XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957				
	USD	1,1759	1USD =	557,834	1 USD	577,358	CAC 40	18/10/2017	5 371,24	
	CAD	1,4741	1CAD =	444,988	1 CAD	468,638	DOW JONES	18/10/2017	22 973,39	
	JPY	131,4900	1JPY =	4,972	100 JPY	516,989				
	GBP	0,8915	1GBP =	735,807	1 GBP	768,181				
	CHF	1,1504	1CHF =	570,199	100 CHF	59 760,50				
	ZAR	15,7977	1ZAR =	41,522	100 ZAR	4 317,82				
	MAD	11,1310	1MAD =	58,931	1 MAD	61,28				
	CNY	7,7846	1CNY =	84,263	1CNY	86,79				
	KES	121,4500	1KES =	5,401	1KES	5,56				

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril**  
**18 Octobre 2017: 58,14**

**CHANGEMENTS**  
**COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 18/10/2017**

**Union Gabonaise de Banque**

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>